

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro  
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 15/04/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/03/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SANOFI PASTEUR NVL**

31-33, quai Armand BARBES  
69250 Neuville-sur-Saône

Références : UDR-SSDAS-24-88-LL  
Code AIOT : 0006103663

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/03/2024 dans l'établissement SANOFI PASTEUR NVL implanté 31-33, quai Armand BARBES 69250 Neuville-sur-Saône. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

-

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SANOFI PASTEUR NVL
- 31-33, quai Armand BARBES 69250 Neuville-sur-Saône
- Code AIOT : 0006103663
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

3e site Sanofi Vaccins en Auvergne-Rhône-Alpes, avec près de 200 collaborateurs, sur une superficie de 30 hectares en bord de Saône, le site de production de Neuville-sur-Saône est désormais dédié aux biotechnologies.

Site industriel au moins depuis 1872, le site a comporté dès 1939 une activité de chimie minérale et organique. Il devient en 1999, après différentes réorganisations et restructurations, un site Aventis Pharma puis SANOFI Chimie fin 2006.

SANOFI Chimie engage en juillet 2011 un processus de réduction puis d'arrêt des activités de synthèse chimique de principes actifs pharmaceutiques. Dans ce cadre, elle notifie la cessation partielle de plusieurs ateliers, actée par arrêté préfectoral du 19 juin 2012. Le classement de l'établissement passa alors de Seveso seuil haut à Seveso seuil bas. Une seconde notification de cessation des activités « chimie » est effectuée le 20 novembre 2012, complétée le 9 septembre 2014, à l'issue de laquelle le site n'est plus classé Seveso mais simplement site soumis à autorisation d'exploiter.

Depuis juillet 2015, c'est la société SANOFI Pasteur NVL qui est l'exploitant pour les installations classées précédemment exploitées par SANOFI Chimie, qui restent en fonctionnement au-delà du 1er janvier 2014 : il s'agit des activités de production de vaccins. Certaines zones du site, notamment à l'Est, ayant fait l'objet d'opération de dépollution / reconversion, restent encadrées par un arrêté préfectoral de SANOFI Chimie relatif à ces opérations de cessation. Une partie de cette ancienne friche est remblayée et engazonnée avec infiltration de l'eau de pluie.

L'établissement SANOFI Pasteur NVL relève de la directive IED et reste soumis à autorisation pour la rubrique 3450 de la nomenclature, ainsi que pour la rubrique 2680 par antériorité. L'exploitation de ce site fait l'objet de prescriptions notamment définies par l'arrêté préfectoral consolidé du 13 septembre 2021. Dans les bâtiments de production, les eaux de process sont systématiquement décontaminées thermiquement afin d'éviter la présence de pathogènes dans les canalisations de collecte.

Le site dispose d'un réseau aérien de collecte de ses eaux de process et d'un réseau souterrain de collecte des eaux-vannes incluant celle du restaurant de l'entreprise. Ces eaux sont mélangées au sein d'un dispositif de pré-traitement du site et elles sont ensuite envoyées à la station d'épuration de la Zone Industrielle de Genay-Neuville, avant rejet à la Saône.

Le site SANOFI Pasteur NVL est désormais dédié à la production pour la commercialisation de lots de vracs du vaccin contre la dengue (agent biologique OGM – groupe 1 non pathogène) et de lots de vracs de vaccin contre la fièvre jaune à des fins de R&D (essais cliniques). Le site poursuit sa transformation pour accueillir la production des nouvelles générations de vaccins contre la rage et la fièvre jaune. Le site dispose également d'une unité de contrôle qualité et d'un centre d'excellence en sciences analytiques. Fin 2025, le site prévoit d'ouvrir la première Evolutive Facility (EVF) de Sanofi : une unité de fabrication évolutive de vaccins et de médicaments biologiques qui pourrait utiliser jusque 132 m<sup>3</sup> d'eau par jour.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

## Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- AN24 Fluides frigo

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 58-IV	Demande de justificatif à l'exploitant	9 mois
9	Traçabilité des déchets dangereux sortant du site	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	Sans objet
2	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Sans objet
3	Points de prélèvement aménagés	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Sans objet
4	Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Sans objet
6	Transmission GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Sans objet
7	Débit de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Sans objet
8	Registre fluides frigorigènes	Règlement européen du 16/04/2014, article 6	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site SANOFI Neuville est encore en phase de production ralentie, dans l'attente de la mise en service du bâtiment EVF. La gestion des effluents aqueux est globalement bien organisée et maîtrisée. Toutefois, le mélange d'eaux de process avec les eaux vanne pose question. Si le mélange des eaux vannes avec les effluents industriels avant rejet est ici historique, une évolution de la conception séparative des réseaux est souhaitable pour tout nouveau projet afin d'éviter toute dilution d'effluents. Par ailleurs, un porté à connaissance est attendu de la part de l'industriel pour

mettre à jour les modalités de surveillance des rejets, en cohérence avec les activités actuelles du site et la capacité des exutoires externes à les recevoir.

S'agissant de la gestion des déchets dangereux et de l'important parc d'équipements de climatisation, des éléments complémentaires sont attendus sur la traçabilité des équipements démantelés repris par le prestataire et sur la traçabilité des fluides extraits via TRACKDECHETS.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Schéma des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Schéma des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b>  Le site dispose d'un réseau aérien de collecte de ses eaux de process et d'un réseau souterrain de collecte des eaux-vannes incluant celle du restaurant de l'entreprise. Ces eaux sont mélangées au sein d'un dispositif de pré-traitement du site et elles sont ensuite envoyées à la station d'épuration de la Zone Industrielle de Genay-Neuville, avant rejet à la Saône. Les eaux pluviales de voirie et de toiture sont collectées séparément et passent dans un décanteur-déshuileur avant le rejet à la Saône.  Le plan montré en séance et transmis post-inspection, est découpé en plusieurs parties compte tenu de la taille du site.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  -
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Les dispositifs de rejet des eaux résiduares sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.

<p><b>Constats :</b></p> <p>La visite a permis de contrôler deux points de rejet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- rejet A : vers la station de Genay. Ce rejet équipé d'un compteur et d'une mesure du débit en continu est limité à 13 m<sup>3</sup>/h. Le local - codé 6007 sur le plan - de pompage et de prélèvement automatisé constitue de fait le point de rejet accessible. Du fait du mélange des eaux vannes (broyées) et des eaux de process, ce local présente une odeur persistante d'eau usée. L'exploitant indique la nécessité de nettoyer au jet d'eau le « pot de prélèvement » avant chaque prélèvement, du fait de l'encrassement des parois intérieures de ce pot. Le rejet de ces effluents vers la STEP de GENAY s'effectue dans une canalisation enterrée au nord-ouest du site. Une trappe de regard à l'extérieur des limites du site de Sanofi - non visitée lors de l'inspection- est supposée permettre la visualisation et le prélèvement de l'effluent par un organisme de contrôle, tel que le service des eaux du Grand Lyon.</li> <li>- rejet D : vers la Saône. Le local de pompage et de prélèvement automatisé constitue de fait le point de rejet accessible, la canalisation de rejet en aval vers la Saône n'est pas accessible. Ce rejet qui concerne la collecte des eaux pluviales ne présente aucune odeur lors de la visite. Ces eaux sont d'abord stockées dans un bassin enterré. Les eaux pluviales peuvent être dérivées vers la STEP interne (et le rejet A) en cas de pollution.</li> </ul> <p>L'exploitant indique que le rejet B n'est plus en fonction depuis juillet 2023 : le terrain « bassin versant » de ce rejet, issu de la remédiation du site, est désormais gazonné, avec infiltration de l'eau in situ.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Points de prélèvement aménagés

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans le cas des deux locaux visités (rejet A et D), les points de prélèvement sont conformes aux prescriptions demandées.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Respect des périodicités minimales de surveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] <p>Lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée pour les polluants énumérés ci-après et selon la fréquence indiquée, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation.</p> [...]
<b>Constats :</b>  Les prélèvements sont réalisés en interne (pour tout ou partie automatisés), les analyses envoyées à CARSO. Le cadre GIDAF a été mis à jour en février 2024. Les fréquences sont respectées.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  -
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Respect des VLEActions correctives en cas de dépassement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 58-IV
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des VLEActions correctives en cas de dépassement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 21-II « Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté. »  Article 58-IV « Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »
<b>Constats :</b>  Le rejet D (eaux pluviales) ne laisse apparaître aucun dépassement en 2023. Le rejet A (eaux de process et eaux vannes) comporte certains dépassements en azote, phosphore et MES, qui s'expliqueraient selon l'exploitant par la prépondérance des eaux vanne dans le rejet de 2023. En effet, en l'absence d'une proportion plus élevée de rejet de process, l'essentiel du

<p>rejet (63 m<sup>3</sup> / j en moyenne 2023) est constitué d'eau vanne. La mise en service du bâtiment de production EVF en 2025 fournira un apport d'eau de process supérieur (jusque 132 m<sup>3</sup> / j supplémentaires) qui pourrait « solutionner » ce problème mais essentiellement par dilution. L'Inspection s'interroge sur ce mélange d'eaux vanne et d'eaux de process, la station de Genay étant dédiée aux seuls effluents industriels. La mise en service de nouveaux bâtiments tels que l'EVF va provoquer une augmentation simultanée des eaux de process mais aussi des eaux vannes (au moins 100 personnes en plus sur le site, à comparer aux 200 actuelles).</p> <p>L'exploitant indique vouloir présenter un porter à connaissance (PAC) de revue des paramètres de suivi de ce rejet, afin d'en retirer / ajouter certains paramètres. A titre d'exemple, l'aluminium serait un paramètre à ajouter dans le suivi des rejets car il est utilisé dans la formulation des vaccins produits sur le site. A contrario, certains autres métaux pourraient être à retirer de la liste des substances / paramètres à suivre s'il est confirmé par l'exploitant dans son PAC de leur non-utilisation pérenne du fait de l'évolution des activités du site et de la nature des additifs utilisés en production de vaccins aujourd'hui qui diffèrent des substances utilisées dans les procédés chimiques antérieurs.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>D'ici fin 2024, l'exploitant présente un porter à connaissance relatif au rejet A et les différents scénarios d'évolution possibles dont celui d'une gestion séparative des eaux vannes (par ex vers la station de Neuville ou bien en gestion séparée vers celle de Genay) ainsi qu'une revue des paramètres à mesurer dans le rejet A, en lien avec le Grand Lyon qui exploite la station de Genay.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 9mois</p>

#### N° 6 : Transmission GIDAF

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transmission GIDAF</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.</p> <p>La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le cadre GIDAF a été mis à jour en février 2024. La transmission et la périodicité sont respectées.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>



Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------

**N° 7 : Débit de rejet**

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
--

Thème(s) : Risques chroniques, Débit de rejet
---

**Prescription contrôlée :**

La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m<sup>3</sup>. Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau.

Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.

**Constats :**

Pour le rejet A, le débit est limité à 13 m<sup>3</sup> / heure. Le débit moyen constaté en 2023 est de 63,3 m<sup>3</sup> / jour. Le débit est enregistré en continu dès lors que le rejet est activé par pompage.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

-

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------

**N° 8 : Registre fluides frigorigènes**

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/04/2014, article 6
---

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des fuites
--

**Prescription contrôlée :**

Règlement 517/2014 :

Article 6 - Tenue de registres

1. Les exploitants d'équipements qui doivent faire l'objet d'un contrôle d'étanchéité au titre de l'article 4, paragraphe 1, établissent et tiennent à jour, pour chaque pièce de ces équipements, des registres dans lesquels ils consignent les informations suivantes :

- a) la quantité et le type de gaz à effet de serre fluorés installés ;
- b) les quantités de gaz à effet de serre fluorés ajoutées pendant l'installation, la maintenance ou l'entretien ou à cause d'une fuite ;
- c) la quantité de gaz à effet de serre fluorés installés qui a été éventuellement recyclée ou régénérée, y compris le nom et l'adresse de l'installation de recyclage ou de régénération et, le cas échéant, le numéro de certificat ;
- d) la quantité de gaz à effet de serre fluorés récupérée ;
- e) l'identité de l'entreprise qui a assuré l'installation, l'entretien, la maintenance et, le cas échéant, la réparation ou la mise hors service de l'équipement, y compris, le cas échéant, le numéro de son certificat ;
- f) les dates et les résultats des contrôles effectués au titre de l'article 4, paragraphes 1 à 3 ;
- g) si l'équipement a été mis hors service, les mesures prises pour récupérer et éliminer les gaz à effet de serre fluorés.

[...]

**Constats :**

Le parc d'équipements contenant des fluides frigorigènes (FF) est constitué de :

- 19 groupes froids, dont 4 vidés et mis sous azote ; la quantité totale de FF est de 1825 kg
- 178 équipements de climatisation avec un cumul de 283 kg de FF.

Un registre sous forme de fichier excel permet le suivi de ces équipements, il est présenté en séance.

Nous choisissons de suivre la traçabilité du fluide et de l'équipement NVL 5102 199 026 numéro de série S951136. Cet équipement mis en service en 2010 et démantelé en novembre 2023 a généré la récupération de 17,6 kg de FF alors qu'il était supposé en contenir 22 kg. L'exploitant indique une fuite possible de 4,4 kg de FF mais n'explique pas cet écart. L'équipement ne comportait pas de système permanent de détection de fuites. La fiche d'intervention de TRANE transmise après l'inspection ne mentionne pas d'explication s'agissant de ce différentiel. Les visites de contrôle annuel de juillet 2022 et juillet 2023 ne détectent pas de fuite et ne laissent apparaître aucun dysfonctionnement important. La décision de changer cet équipement est présentée par l'exploitant comme étant préventive s'agissant des équipements potentiellement les plus productifs de substances à fort pouvoir de réchauffement de l'atmosphère (GWP). L'équipement démonté et vidé de ses fluides a été détruit chez PURFER – DERICHEBOURG à Villefranche sur Saône le 10/11/2023.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

A l'occasion de toute nouvelle opération de démantèlement de groupe froid et d'appareils de climatisation, l'exploitant s'assure de l'explication des écarts entre la quantité de FF extraite et celle supposée présente;

Ces éléments de traçabilité sont désormais ajoutés au registre relatif aux appareils contenant des FF.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Traçabilité des déchets dangereux sortant du site**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45

**Thème(s) :** Situation administrative, Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets

**Prescription contrôlée :**

I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.

**Constats :**

L'exploitant centralise sa gestion de déchets dangereux via un outil informatique « Tennaxia » en interface avec TRACKDECHETS. Le prestataire VEOLIA prend en charge la gestion opérationnelle du flux sortant. Sur l'année écoulée, le site a émis 50 BSDD (bordereaux de suivi de déchets dangereux), via la plate-forme TRACKDECHETS, pour 17,1 tonnes sortantes. Un local dédié, fermé à clé et disposant de rétentions, sert de lieu de regroupement.

La gestion des déchets dangereux ne semble pas inclure les fluides frigorigènes repris par le prestataire d'entretien-maintenance. Aucun BSFF (bordereau de suivi des fluides frigorigènes) n'apparaît dans le relevé TRACKDECHETS.

Un contrat avec l'éco-organisme ECO SYSTEM prévoit la présence de 3 caisses palettes sur site, afin de recueillir certains D3E (déchets d'équipements électriques ou électroniques) tels que : Ménagers, Professionnels, Lampes. Les appareils tels que les climatiseurs sont actuellement repris directement par le prestataire d'entretien.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

D'ici 3 mois, l'exploitant :

- présente la procédure de traçabilité utilisée pour tous les déchets dangereux sortant du site y compris les fluides frigorigènes.
- vérifie, au regard des obligations relatives aux D3E professionnels qu'il génère, la réglementation D3E qui s'applique à ses groupes froids démantelés d'une part, et aux équipements unitaires de climatisation d'autre part. Il vérifie en particulier les conditions (agrément, contrat avec un éco-organisme de la filière D3E...) que le site de destruction-recyclage des appareils doit respecter pour recevoir les groupes froids démantelés d'une part, les appareils de climatisation d'autre part. Il informe l'Inspection du résultat de son analyse et les actions qui en découlent.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3mois